

QUESTION 1: Est-ce que votre gouvernement instaurera un programme de rachat obligatoire afin d'éliminer de la circulation les armes d'assaut nouvellement prohibées? De plus, est-ce que votre gouvernement révisera la définition légale d'arme « prohibée » afin d'y inclure toutes les armes de style militaire?

Les armes d'assaut ont été utilisées dans des crimes violents et dévastateurs et tous les partis partagent la responsabilité de faire tout ce qui est possible pour continuer à protéger les Canadien·nes contre la menace de ces tragédies. Les néo-démocrates ont été très déçus·es que le gouvernement libéral ait présenté le projet de loi C-21, qui n'offrait pas une solution permanente à ce problème, mais plutôt un programme volontaire permettant aux armes d'assaut de style militaire de demeurer dans la collectivité pendant de nombreuses années.

Un gouvernement néo-démocrate présentera une solution permanente pour éliminer les armes d'assaut interdites en exigeant que les personnes qui possèdent actuellement ces armes participent à un programme fédéral de rachat ou rendent leurs armes définitivement inopérantes.

De plus, un gouvernement néo-démocrate élargira la définition des armes interdites pour y inclure les nouveaux modèles d'armes d'assaut.

QUESTION 2: Comment votre gouvernement entend faire face aux failles de la loi qui facilitent l'accès aux chargeurs à grande capacité? (Ex : interdiction et élimination progressive des chargeurs modifiables; suppression des exemptions et des échappatoires; application rigoureuse de la loi) Et quelle devrait-être la limite maximum en termes de nombre de balles pour toutes les armes à feu?

Les néo-démocrates s'engagent à interdire et à éliminer progressivement les chargeurs modifiables, à supprimer les exemptions et les échappatoires, et à appliquer de manière stricte les lois sur la limite des chargeurs.

QUESTION 3: Comment votre gouvernement entend-t-il empêcher la prolifération des armes de poing légales? (Ex : en interdisant leur possession à l'échelle canadienne; en cessant d'octroyer de nouveaux certificats d'enregistrement pour ces armes; en interdisant leur importation et fabrication; en obligeant leur entreposage dans les clubs de tir)?

Les néo-démocrates savent que lorsque nous nous concentrons sur l'inclusion sociale, la promotion de la santé publique, la sécurité alimentaire, l'accès à l'éducation, le logement abordable et l'augmentation de la mobilisation des jeunes,

non seulement nous fournissons aux Canadien·nes des services importants, mais nous réduisons également le risque de criminalité.

Toutefois, lorsque la criminalité menace nos collectivités et que la sécurité est menacée, le gouvernement fédéral peut et doit faire beaucoup plus pour protéger les gens d'ici et favoriser des collectivités plus sûres à long terme. Dans les grandes villes du Canada, les armes de poing ont eu un effet dévastateur sur les communautés.

Pour réduire le nombre d'armes de poing au Canada, un gouvernement néo-démocrate va :

1. Habilitier les municipalités à restreindre ou interdire les armes de poing à l'intérieur de leurs limites, en plus d'investir dans l'application de la loi.
2. Soutenir et mandater la GRC pour coordonner un programme avec d'autres organismes afin d'enquêter et d'appliquer les lois sur le trafic d'armes à feu.
3. Faire de nos frontières une plus grande priorité en octroyant des ressources et des équipements adéquats pour endiguer le flux d'armes de poing au Canada.
4. S'assurer que les communautés ont accès à des fonds pour des projets antigang qui aident à dissuader les jeunes à risque de se joindre aux gangs.

QUESTION 4: Est-ce que votre gouvernement entend renforcer les critères de la loi ainsi que les processus d'évaluation des risques en lien avec les mesures préventives (qui incluent le refus ou la révocation du permis, les ordonnances de prohibition de possession et les retraits urgent d'armes à feu)? Est-ce que votre parti s'engage à fournir les ressources nécessaires pour permettre aux agents d'effectuer un travail de dépistage systématique et rigoureux?

Tout d'abord, avant de présenter une loi visant à protéger les personnes à risque de violence conjugale, les néo-démocrates consulteraient de manière significative des expert·es et des groupes communautaires et de défense des victimes, comme PolySeSouvient, sur la meilleure législation à adopter. Nous avons été profondément déçu·es que le gouvernement libéral ait déposé un projet de loi (C-21) sans l'implication des expert·es et des personnes que ce projet de loi aurait touchées s'il avait été adopté.

Un gouvernement néo-démocrate s'engagera à réduire la violence conjugale, qui a été qualifiée de « pandémie fantôme » lors de la crise de la Covid-19. Nous veillerons à ce que la police ait le pouvoir et l'obligation de confisquer les armes à feu des personnes qui représentent un danger pour elles-mêmes ou pour les autres. Nous donnerons également à la police des outils concrets pour intervenir dans les cas de violence familiale en créant une nouvelle infraction criminelle pour

conduite contrôlante ou coercitive afin de faciliter une intervention plus précoce de la police, pouvant éviter la violence physique plus tard.

Un gouvernement néo-démocrate renforcera également le processus de délivrance de permis pour la possession d'armes à feu en investissant des ressources supplémentaires importantes dans l'examen des candidat·es, ainsi qu'en mettant pleinement en œuvre le projet de loi C-71.

De plus, les néo-démocrates mettront à jour le Code canadien du travail afin d'y inclure dix jours de congé payé pour les personnes aux prises avec la violence familiale ou domestique, amélioreront la formation des policièr·es en matière d'agression sexuelle et aideront les universités à élaborer des plans pour mettre fin à la violence sexuelle sur les campus.

De plus, nous nous attaquerons à la violence contre les femmes, les filles et les personnes LGBTQI2S+ autochtones en travaillant avec les peuples autochtones pour mettre en œuvre tous les appels à la justice de l'Enquête nationale.

QUESTION 5: Est-ce que votre gouvernement entend resserrer les contrôles entourant les permis de possession, notamment en obligeant la vérification de la validité du permis d'un acheteur potentiel auprès de la GRC avant toute transaction, et en éliminant la période de grâce pour ceux qui manquent à leur obligation légale de renouveler leur permis de possession?

Un gouvernement néo-démocrate resserrera les contrôles entourant les permis de possession en exigeant que la validité du permis d'un acheteur ou acheteuse potentiel·le soit vérifiée auprès de la GRC avant toute transaction. Nous améliorerons également le processus de vérification des antécédents et veillerons à ce que les préposé·es aux armes à feu soient bien équipés pour effectuer des suivis approfondis afin d'empêcher les armes à feu de tomber entre les mains de ceux et celles qui sont susceptibles de commettre des crimes.